

## **L'adaptation de l'industrie agricole américaine dans le contexte de la libéralisation des échanges et quelques-uns de ses effets sur l'environnement des États-Unis**

### **Une analyse préliminaire**

Auteurs : Joseph Cooper, Robert Johansson et Mark Peters<sup>1</sup>

Le présent document renferme une analyse des effets sur l'environnement des États-Unis qui pourraient résulter de l'élimination de toutes les distorsions causées par les politiques agricoles (c.-à-d. les subventions agricoles et les droits de douane) qu'appliquaient tous les partenaires commerciaux en 2000. Bien entendu, la libéralisation des échanges ne se produit jamais d'un coup dans tous les pays; c'est pourquoi le scénario présente les éventuelles répercussions d'une libéralisation totale. Cette simulation peut être utile, car elle aide à comprendre les effets possibles sur les marchés d'une libéralisation partielle des échanges, considérée comme une option plus réaliste.

En particulier, cette simulation prévoit une augmentation de 2,4 % de la production de maïs, qui progresse dans toutes les régions des États-Unis, même si les changements observés sont minimes. Elle indique également une augmentation de 17 % du prix du maïs aux États-Unis. L'évolution possible de la production de blé est assez uniforme d'une région à l'autre, à plus ou moins deux pour cent près, tandis que la production de soja diminue légèrement. La simulation prévoit également des effets régionaux plus marqués (érosion de la production dans certaines régions et augmentation dans d'autres) et, du fait même, une plus forte concentration de la production.

On s'attend également à des changements limités dans les secteurs de l'élevage et des aliments du bétail, et à certains écarts à l'échelon régional. Par exemple, on anticipe une réduction de la production laitière à l'échelle nationale, mais une augmentation dans de nombreuses régions. La production porcine devrait demeurer relativement stable tandis que, dans le secteur du bœuf, les changements varieront d'une région à l'autre. La production avicole devrait connaître une légère augmentation dans la majorité des régions.

Une analyse préliminaire du présent scénario permet d'anticiper des changements minimes en ce qui concerne les effets environnementaux à l'échelle nationale, en raison des variations limitées de la production nationale. Cependant, parce que l'évolution de la production et des effets sur l'environnement à l'échelle nationale dépend des changements à l'échelle régionale (qui peuvent être positifs ou négatifs), les changements nationaux ne reflètent pas nécessairement les changements à l'échelon régional. Par exemple, les régions où l'augmentation de la production agricole sera la plus forte sont les plus susceptibles d'afficher les plus fortes augmentations des quantités de pesticides dans les eaux de surface et souterraines.

Pour évaluer les coûts et les avantages des politiques agroenvironnementales, il faut affecter une valeur monétaire à ces changements aux chapitres de la production et des effets sur l'environnement. Or, du fait que l'évaluation des effets environnementaux des activités agricoles autres que la culture à proprement parler n'en est qu'à ses débuts, les auteurs n'ont pu attribuer une valeur monétaire qu'à trois effets environnementaux (contamination de l'eau par l'azote, érosion du sol sur place et érosion du sol hors site). Compte tenu des changements peu importants

---

<sup>1</sup> Le présent résumé de la communication de Cooper, Johansson et Peters a été préparé par la CCE, et ne reflète pas nécessairement les politiques ou les points de vue de l'USDA Economic Research Service ou du ministère américain de l'Agriculture.

en ce qui concerne la grandeur physique des effets environnementaux, la différence entre les valeurs attribuées aux changements touchant la production, même si elle est plus marquée au niveau global, est relativement faible, dépassant de moins de 1 % le niveau observé avant la libéralisation des échanges. Le coût associé à l'augmentation des dommages environnementaux causés par les trois facteurs externes correspond à environ 1 % de l'évolution nette prévue des revenus bruts des producteurs et des dépenses brutes des consommateurs pour l'achat de produits agricoles. Il existe des écarts régionaux dans la valeur attribuée aux effets environnementaux, plusieurs régions affichant une diminution des dommages et d'autres, une augmentation. Par exemple, on prévoit que les problèmes d'érosion du sol seront plus importants dans le Nord-Est et moins importants dans le Sud-Est.

Même dans un cas extrême, l'évolution prévue de la production agricole américaine demeure dans les limites des variations saisonnières normales observées ces 35 dernières années. Les résultats de l'analyse effectuée par les auteurs portent à croire que, dans l'ensemble des États-Unis, les effets environnementaux associés aux changements hypothétiques demeureraient également dans les limites des variations saisonnières normales et varieraient selon les régions (il leur a été impossible d'établir des modèles pour les effets à l'échelle locale), totalisant 16 millions de dollars américains pour les trois effets modélisés (émissions de gaz à effet de serre, rejets de pesticides et éléments nutritifs contenus dans le fumier; les rejets de bactéries et les dommages causés à la biodiversité ne sont pas inclus). Cela représente 1 % du changement net touchant les revenus bruts des producteurs et les dépenses brutes des consommateurs affectées aux produits agricoles, qui résulte de la libéralisation des échanges. Cela ne signifie pas qu'il n'y aura aucun accroissement des effets environnementaux, mais simplement que l'accroissement prévu sera limité. En particulier, les changements prévus aux chapitres de la production et des effets environnementaux ne sont pas uniformes à l'échelle du pays; on observe une augmentation de la production et des indicateurs environnementaux dans certaines régions et une diminution dans d'autres.

Bien que les auteurs de la présente analyse aient utilisé le modèle le plus complet qui soit dans le secteur agricole pour analyser les coûts et les avantages des effets agroenvironnementaux aux États-Unis, leur analyse demeure limitée. Par exemple, l'écart entre les effets locaux observés à des échelles plus petites que les régions qu'ils utilisent dans leur modèle peut être plus important que ce qu'indiquent les données concernant l'ensemble de la région. Par ailleurs, l'analyse ne portait ni sur la consommation de combustible par les exploitations ni sur le transport des produits agricoles; le sucre, les fruits et les légumes (culture qui nécessite une grande quantité d'intrants) ne sont pas visés par ce modèle; les effets sur l'environnement des changements touchant leur production n'ont donc pas été étudiés. En outre, même si on associe le secteur de l'agriculture à des « sous-produits » environnementaux (selon l'utilisation qu'on en a fait dans le passé), comme les grands espaces et les vues panoramiques, il est actuellement impossible de faire une évaluation empirique de ces biens dans le contexte de la libéralisation des échanges. Enfin, l'analyse et l'interprétation des résultats ne tiennent pas compte de l'efficacité avec laquelle la réglementation et les programmes d'action volontaire atténuent les effets d'une production accrue sur l'environnement.